



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE

de la décision de la Commission modifiant la décision de la Commission C(2017)7281 du 27.10.2017 relative au programme d'action annuel 2017 en faveur de la Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document d'action relatif au «Programme d'appui à la réforme de la justice»

1. Le point 6 «Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre» du tableau en première page est modifié comme suit:

6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Gestion directe – subventions – octroi direct Gestion indirecte avec le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) Gestion indirecte avec la République islamique de Mauritanie
--	---

2. Le point 8 «Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)» du tableau en première page est modifié comme suit et le point 9 «Marqueurs internes» est ajouté au tableau en première page:

8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Marqueur internes	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Digitalisation	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

RÉSUMÉ

Cette partie demeure inchangée.

1 CONTEXTE

Cette partie demeure inchangée.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Cette partie demeure inchangée.

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

Cette partie demeure inchangée.

4 DESCRIPTION DE L’ACTION

Cette partie demeure inchangée.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Cette partie demeure inchangée.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

3. *Le premier paragraphe est modifié comme suit:*

«La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.»

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l’appui budgétaire : N/A

Cette partie demeure inchangée.

5.4 Modalités de mise en œuvre.

4. *Le texte suivant est ajouté:*

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l’UE pour l’octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s’il y a lieu, ainsi qu’à la conformité de l’action avec les mesures restrictives de l’UE¹.

5.4.1 Subvention directe au groupement d’intérêt public-Justice et Coopération internationale spécialisé (GIP-JCI) (gestion directe)

Cette partie demeure inchangée.

¹ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d’actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c’est la version du JO qui prévaut.

5.4.2 Subvention directe au Comité International de la Croix Rouge (CICR) (gestion directe)

5. *Ce point est supprimé et remplacé par le point suivant:*

«5.4.2 Gestion indirecte avec une organisation internationale

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Cette mise en œuvre implique l'exécution des constructions et/ou réhabilitations d'infrastructures judiciaires et pénitentiaires au profit du Ministère de la Justice sur des échelles de territoires différents. L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : la capacité financière de l'entité; l'expérience de l'entité dans la mise en œuvre d'infrastructures de justice dans des pays en développement notamment en Afrique; la capacité de l'entité à mobiliser l'expertise de qualité adéquate pour assurer un suivi de proximité de l'exécution des infrastructures et si nécessaire de procéder à un transfert de compétences ainsi que la connaissance des procédures du Fonds européen de développement. Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel, la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.»

5.4.3 Subvention directe à l'UNICEF (gestion directe)

Cette partie demeure inchangée.

5.4.4 Gestion indirecte avec le pays partenaire

6. *Le premier paragraphe est modifié comme suit:*

«Une partie de la présente action (appui institutionnel) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République islamique de Mauritanie conformément aux modalités suivantes:»

7. *Le quatrième paragraphe est modifié comme suit:*

«La contribution financière couvre pour un montant total estimé de 1 900 000 EUR les frais de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.»

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

Cette partie demeure inchangée.

5.6 Budget indicatif

8. Le tableau du budget indicatif est remplacé par le tableau suivant :

Type d'engagement	Contribution de l'UE (en EUR)	Contribution indicative des tiers
5.4.1 Gestion directe Subvention : octroi direct au GIP JCI pour: (i) appui à la formation initiale et appui à la formation continue; (ii) mise en place d'une ingénierie pédagogique, pour la création du CFJ et la mise en place de structures de recherche de preuves et de police scientifique avec scène de crime, rédaction de modules et formation d'un Pool de formateurs au profit du CFJ; (iii) appui à la restructuration de la DAPAP, (iv) appui à l'humanisation des conditions de détention	2 300 000	
5.4.2 Gestion indirecte avec UNOPS Résultat 4: Les infrastructures judiciaires et pénitentiaires sont renforcées	3 500 000	
5.4.3 Gestion directe Subvention : octroi direct à l'UNICEF pour soutien aux dispositifs institutionnels et judiciaires de la justice juvénile	600 000	
5.4.4 Gestion indirecte avec le pays partenaire Devis-programme et/ou subvention - Résultat 1: Les capacités du MJ et des professionnels de la justice sont renforcées et la mise en œuvre de la politique sectorielle est amorcée (sauf activités rentrant dans la convention de délégation avec le GIP JCI) - Résultat 2: Le fonctionnement de la chaîne pénale et pénitentiaire est amélioré et les conditions de détention humanisées (sauf activités rentrant dans la convention de délégation avec GIP-JCI et avec UNICEF) - Résultat 3: L'accès à la justice pénale est facilité (sauf subventions aux OSC) Contrat de service: assistance technique, coordination du programme et appui institutionnel, assistants techniques principaux et non principaux, y compris dépenses accessoires (maximum 200.000 EUR) et fonctionnement de l'UGP Appel à proposition pour subvention et/ou subvention en procédure négociée aux OSC (gestion indirecte avec contrôle ex ante en régie ou engagement spécifique) pour soutenir les initiatives portées par les OSC et destinées aux populations vulnérables avec attention particulière aux femmes	1 900 000 2 400 000 500 000	
Provisions pour imprévus	1 100 000	
5.9 Audit; 5.10 Évaluations	200 000	
5.11 Communication/visibilité	100 000	
TOTAL GENERAL	12 600 000	

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Cette partie demeure inchangée.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Cette partie demeure inchangée.

5.9 Évaluation

Cette partie demeure inchangée

5.10 Audit

Cette partie demeure inchangée

5.11 Communication et visibilité

Cette partie demeure inchangée

APPENDICE 1– Matrice indicative du cadre logique du PARJ

Cette partie demeure inchangée.